

Chronologie des émeutes et de la répression subie à Sidi Ifni

samedi 28 juin 2008, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 18 juin 2008).

Nous avons mis en ligne sur ESSF une tentative de synthèse sur les événements d'Ifni, que nous avons reçue par email. Elle semble cependant contenir d'importantes erreurs d'information. Nous la faisons donc maintenant précéder d'une mise en garde sur ces erreurs et nous attendons de recevoir une autre synthèse, après vérification des informations.

Attention...

Bravo pour l'effort de synthèse fait dans ce rapport [reproduit ci-dessous], mais attention, il est plein d'erreurs et de fausses informations.

Ainsi par exemple, le monsieur qui est mort le 15 juin n'a pas été tabassé. Il n'est pas décédé suite aux coups reçus, peut-être de l'émotion de la sauvage répression qui s'est abattue sur Ifni, son quartier et sa [un mot manque].

Autre exemple, la manifestation de 8000 personnes (je pencherais personnellement moi qui y est assisté pour 10-12000, mais là n'est pas l'important) n'a pas eu lieu le lundi 16 mais le dimanche 15. Elle a permis à deux caravanes venues du Sud et du Nord, à l'appel d'Attac et des organisations des droits humains et syndicales du Sud, de faire la jonction avec la population d'Ifni dans une manifestation populaire d'une incroyable ampleur et d'une incroyable combativité.

Je n'ai jamais entendu parler de mort de policier... je veux bien croire que je ne sais pas tout, mais quand même si cela été 1, nous l'aurions su. 2, cela aurait été exploité par le pouvoir et les médias de la façon qu'on peut imaginer. 3, cela aurait figuré dans l'acte d'accusation contre les prévenus.... Cela ne me paraît vraiment pas crédible. En revanche ce peut être dangereux pour les copains qui sont en taule de faire circuler ce genre d'infos.

Je donne ces trois exemples, mais il faut à mon avis vérifier l'ensemble des informations citées.. ce sera le rôle de la commission d'enquête qui se met en place.

(autre correspondant)

Chronologie des émeutes et de la répression subie à Sidi Ifni

Suite à la répression subie par la population de la ville de Sidi Ifni (Sud Maroc), nous vous faisons parvenir ci-dessous, le détail des journées d'émeutes qui s'y sont déroulées (informations parvenues le 18 juin). Pour préserver la sécurité de nos contacts sur place, vous comprendrez que ce

texte n'est pas signé. En espérant la plus large diffusion.

photos sur : <http://lille.indymedia.org/spip.php...>

1969. Fin du protectorat espagnol

Mai 2005. 1^{re} manifestation (sans heurt) devant le Pachawia (maison du pacha, équivalent du sous-préfet)

Revendications :

1. Faire de Sidi Ifni (20 000 habitants) une préfecture,
 2. Rattacher Sidi Ifni à la région administrative de Guelmin (province du Sahara occidental) et non plus à celle de Tiznit (aux vues des relations historiques et tribales).[remarque : Parallèlement à l'organisation étatique, le tribalisme est toujours très prégnant au Maroc, notamment chez les populations amazigh.],
 3. Finir la construction du port de Sidi Ifni (troisième tranche des travaux),
 4. Améliorer la liaison entre Ifni et Tantan (160 km de route),
 5. Mettre en place des projets de développement pour créer de l'emploi chez les jeunes d'Ifni.
- Proposition de construire deux unités industrielles de conserverie à proximité du port.

Juin 2005. Face à l'absence de réponses aux revendications : 2^e manifestation

Manifestation soldée par une intervention violente d'environ 600 membres des Forces de l'ordre. Bilan : Chez les flics : 60 blessés et 1 mort (suite à un accident, victime heurtée par une estafette des forces de l'ordre qui contournait un obstacle). Nous ignorons le nombre de blessés chez la population. Suite à cette manifestation, un comité ministériel comprenant le wali (équivalent du préfet de région) est venu à Sidi Ifni pour faire accélérer les réponses à quelques revendications des manifestants.

Il en a résulté :

venue de médecins spécialistes à l'hôpital d'Ifni, qui ne sont restés qu'une semaine.

Construction de la première tranche (39 Km) de la route entre Sidi Ifni et TanTan au Sud. (Ce premier tronçon dessert le lieu dit des « plages blanches » où se construit un gros complexe touristique).

Après cette manifestation, les représentants de partis politiques (Alistiqlal, Union Sociale de Forces Populaires, Parti de la Gauche Sociale Réunie, Parti Islamiste pour la Justice et le Développement) qui étaient membres du Secrétariat Local de la ville, (association qui a pour but de défendre les revendications de la population) se retirent de ce secrétariat.

30 juin 2006. Attaque du convoi du préfet de Tiznit (après que celui-ci ait insulté la population locale lors d'une réunion avec des représentants de la ville) lors de sa venue à Sidi Ifni pour participer aux cérémonies de la fête de l'indépendance. Le préfet s'en tire avec une clavicule cassée.

Décembre 2007. Visite royale à Guelmin

Des personnes de la tribu des Aït Bamran (tribu à laquelle appartiennent les habitants de Sidi Ifni), envoient des représentants rencontrer le roi, parmi eux un doctorant de littérature arabe, activiste des droits de l'homme et membre du Secrétariat Local, viole le protocole royal en s'adressant directement au roi, sans que cela ait été programmé. Il lui expose les revendications des habitants de Sidi Ifni. Mohammed VI déclare qu'il n'est pas au courant. Le dossier de revendication semble avoir été bloqué à Rabat et n'est pas parvenu jusqu'au roi. Celui-ci promet d'aider la population.

30 Mai 2008. 12 jeunes chômeurs habitant Ifni bloquent la sortie du port de la ville, pour réclamer un emploi, tout en reprenant les revendications du Secrétariat Local. Ils barrent la route avec des remblais et installent des tentes à côté. Entre 80 et 90 camions remplis de poissons sont désormais bloqués à l'intérieur. 1200 personnes défilent dans les rues de Sidi Ifni en soutien des 12 chômeurs. Les flics de Sidi Ifni n'interviennent pas de peur des représailles de la population (ce qui est en effet déjà arrivé par le passé). Le préfet se rend sur place pour parlementer avec les chômeurs. La discussion s'avère impossible. On passe d'un échelon supérieur et c'est donc le Wali d'Agadir (celui qui s'était fait casser la clavicule en 2006) qui tente de parlementer sans succès.

3 Juin 2008. Est alors organisée une réunion de deux heures à la Pachawia d'Ifni avec des représentants de la population locale et des responsables des RG, de la DST, du ministère de l'intérieur, le Président de la région et le Wali d'Agadir. Lors de cette réunion, la population reçoit des menaces d'interventions par la force, si elle ne stoppe pas les manifestations et si le port n'est pas débloqué. Une manifestation est organisée pendant le temps de la réunion à la fois pour réclamer les revendications du Secrétariat Local ainsi que pour soutenir les 12 chômeurs. Blocage et manifestations perdurent jusqu'au vendredi 6 juin (compris).

5 juin 2008. Entre 4000 et 6000 forces auxiliaires, forces d'intervention rapide, et gendarmes s'installent à Tiznit (à 75 km d'Ifni) en prévision de l'assaut de la ville d'Ifni. En soirée, après 22 H, le convoi se met en route. La population d'Ifni est prévenue par des personnes originaires d'Ifni qui travaillent à Tiznit. La population sort alors dans les rues. Informé de l'absence d'effet de surprise, le convoi fait demi-tour et se repositionne à Tiznit.

6 juin 2008. La tentative de médiation en est à l'échelle nationale : une réunion est organisée à Rabat avec de hauts responsables et 5 représentants de la population de Sidi Ifni, transportés jusqu'à la capitale par avion militaire. Une fois arrivé, les interlocuteurs semblent prêts à négocier. Les 5 représentants se font convaincre de demander à la population de cesser les manifestations. Croyant à une possibilité de négociation, beaucoup de gens de Sidi Ifni rentrent chez eux, sauf des jeunes (entre 100 et 300) qui restent dans les rues de la ville. Il va s'avérer que cette réunion était en réalité une tentative de diversion.

Samedi 7 juin 2008. 4 H 30 du matin, l'armée lance l'assaut sur deux fronts :

- Un front Nord, par l'entrée de la ville, lorsque l'on arrive de Tiznit.
- Un front Ouest, par la mer, au niveau du port bloqué par les chômeurs. Les unités spéciales (compagnie mobile d'intervention) arrivent en zodiacs.

Les affrontements sur les deux fronts dureront de 4 H jusqu'à 11 H. Ceux qui sont à l'extérieur de leurs habitations se font interpellés ou tirer dessus par balle en caoutchouc, idem pour ceux qui tentent d'observer par leur fenêtre.

C'est entre 4 H 30 et 9 H que, selon les témoignages oculaires, et uniquement pour ce qui concerne le centre de la ville (c'est-à-dire pas les deux zones de front), tomberont au moins 4 personnes chez

les civils. 2 ont été écrasés par les 4 X 4 des forces répressives, un autre est mort en pleine rue suite aux coups qu'il a reçus. 1 autre est mort après avoir reçu une balle en caoutchouc au niveau de la tête. Les cadavres ont été tirés jusqu'à une estafette blanche avec des bandes de couleur orange. Ils ont été aperçus à deux reprises, sur les lieux où ils ont décédé puis dans l'estafette, au niveau de l'hôpital, par des personnes qui habitent à côté.

Sur le front du port, selon ce qui se raconte, des tirs à balle réelle auraient eu lieu, mais tout le monde s'est vite enfui et il n'y aurait pas eu de victime.

Un manifestant a été sodomisé avec une matraque en public, en pleine rue.

Des unités sont entrées dans les habitations (en fracassant les portes lorsqu'elles étaient fermées) et ont tabassé puis arrêté tous les jeunes qu'ils trouvaient. S'il n'y avait pas de jeunes, ils arrêtaient les femmes ou les sœurs. Selon des témoignages concordants, 2 femmes ont été violées chez elle par des soldats. De plus, il y a eu au moins 4 tentatives de viol, dans les locaux du commissariat. De l'argent et des bijoux ont été volés, des pièces d'habitation saccagées.

A ce jour, les personnes concernées n'ont pas porté plainte puisque le commissariat est toujours occupé par des militaires qui tabassent tous ceux qui viennent se plaindre.

Les viols auraient été limités grâce aux accrochages internes entre soldats extérieurs et soldats possédants de la famille dans le quartier nord de la ville (zone où on eu lieu le plus d'affrontements).

Des personnes parviennent à s'évader par les toits et à se réfugier dans les montagnes qui bordent la ville, certains marcheront jusqu'à Guelmin, d'autres erreront dans les campagnes, d'autres retourneront à Ifni dans la soirée mais se feront arrêter pour la plupart.

C'est en allant pourchasser les fuyards que deux flics trouveront la mort, l'un tué par les manifestants en fuite, l'autre mortellement mordu par un chien errant. Leurs corps ont été transportés par leurs collègues à Tiznit.

Tout le personnel de l'hôpital a été évacué pour être remplacé par du personnel militaire.

A 9 H, les gendarmes se retirent (toute en restant sur les divers routes qui relient la ville au monde extérieur). Ils ne restent que les forces auxiliaires et la police, qui mettent en place une vaste opération de nettoyage pour enlever les traces d'affrontements (ramassage des douilles au sol, masquage des impacts sur les murs).

Des contrôles systématiques d'identité sont mis en place pour tous les jeunes qui sont aperçus dans les rues de la ville.

A 12H, des hélicoptères et des brigades canines vont fouiller la montagne.

Dans l'après-midi, beaucoup de familles se rendent à l'hôpital mais très peu sont autorisées à y accéder, dont notamment une femme qui s'y rendait non pour avoir des nouvelles de membre de sa famille mais pour se faire soigner d'une crise d'appendicite. En l'absence des soins nécessaires, cette femme est décédée suite au refus de l'hôpital de l'accueillir.

On déplore au total 300 arrestations. Les personnes arrêtées ont d'abord été conduites soit au commissariat, soit à la Pachawia, soit au lycée Moulay Abdellah, soit à la caserne milliaire d'Ifni. En général, ils ont été déshabillés, leurs yeux bandés, allongés les uns à côté des autres puis ils ont été piétinés et tabassés.

140 personnes classées non militantes (dans les fichiers de la police) sont tabassées puis relâchées rapidement, les 160 autres (classés comme militantes) sont déplacés à l'extérieur de la ville, pour être torturés. 110 sont placés au commissariat de Tiznit. Pas de nouvelles des 50 autres (surtout des

leaders des manifestations), malgré les recherches de leurs familles. Les lieux de leur incarcération sont tenus secrets. 11 des 12 chômeurs qui bloquaient le port ont été arrêtés dans leurs maisons le samedi matin. A ce jour, aucune nouvelle du 12^e.

Dimanche 8 juin 2008. Dans la matinée, à lieu une tentative de réunion des habitants dans le quartier à l'entrée Nord de la ville. Ils sont très vite encerclés et beaucoup sont arrêtés.

Sur la route entre Guelmin et Ifni sont installé quatre barrages en plus du barrage habituel, tout jeune qui est arrêté à ces barrages se voit interrogé et fouillé, s'il possède du matériel photo et caméra, celui-ci est confisqué.

Dans le centre-ville, des PC et des téléphones portables ont été réquisitionnés pour tenter de limiter les communications avec l'extérieur. Les communications téléphoniques sont surveillées.

L'ordre a été donné de ne délivrer aucun certificat d'agression.

Point Media :

La chaîne Al Jazeera a communiqué depuis le samedi matin sur la situation à Ifni.

Le directeur d'Al Jazeera Maroc a été arrêté à Rabat, interrogé 4 H puis relâché.

Les autorités marocaines, qui démentent qu'il y ait eu des morts et parlent uniquement de 44 blessés dont 27 chez les policiers, accusent Al Jazeera de « légèreté dans la collecte d'information ».

Les chaînes 1 et 2 ont parlé de manifestations pacifiques et n'ont fait état que de l'arrestation des 12 chômeurs.

Le 1^{er} ministre marocain s'est exprimé sur la 1^{re} chaîne pour dire que la population d'Ifni était très calme et pour nier qu'il y ai eu des morts. Des vieilles vidéos de 2004 ont été passées pour faire croire que rien ne s'était déroulé ce samedi 7.

A Rabat, le samedi à 16 H, une personne du centre marocain des droits de l'homme (CMDH) a organisé une conférence de presse avec TV 13, des TV espagnoles, Al Jazeera et d'autres médias. Cette personne a été arrêtée le dimanche à 18h puis libérée à minuit après interrogatoire.

Jeudi 12 Juin : Jeudi grève générale dans la ville pour demander le retrait des flics de la ville. A 18h, ceux-ci quittent leurs positions dans les quartiers chauds et ils se concentrent autour de la Pachawiya, du commissariat, de la caserne, et dans les différentes écoles et lycées de la ville.

En soirée, 4 cadavres ont été retrouvés sur la plage de sidi warzeg à 10 Km au sud de la ville. Aux questions de la population portant sur l'identité des naufragés, l'hôpital a refusé de leur dire de qui il s'agissait. Le Pacha a déclaré qu'il s'agissait d'Africains clandestins. [Sidi Ifni étant une voie de départ vers les Canaries].

Dimanche 15 juin, Une personne âgée de 74 ans, en chaise roulante a été tabassé avec son fils après que les flics soient entrés dans leur maison. Il est décédé suite aux coups reçus.

Lundi 16 juin, 8000 personnes manifestent pour réclamer le départ des forces de l'ordre, la libération des détenus, une enquête sur les meurtres, les viols, les agressions sexuelles, les tortures et les vols commis par des forces de répression. Les forces auxiliaires sont intervenues pour disperser la manifestation. Un jeune ifnawi de 16 ans a été grièvement blessé au niveau de la tête par une bombe lacrymogène lancée par les flics.

En soirée 7 personnes, libérées par le juge d'Agadir, sont accueillies en héros par la population.

Mardi 17 juin, 4 membres du Secrétariat Local ont été arrêtés à 4 h du matin au retour de la montagne.

Mercredi 18 juin : la population de la ville a commencé un sit-in illimité jusqu'à la libération de tous les détenus et le retour des disparus.